



Government Defence
Integrity Index



FICHE
PAYS

BÉNIN

2025





Considéré comme un modèle de gouvernance démocratique dans la région, le Bénin a connu ces dernières années un recul des libertés, une répression des partis d'opposition et l'absence d'élections ouvertes et inclusives.^{1 2} La réélection du président Patrice Talon en 2021 a été entachée par des violences et l'arrestation d'opposants clés, les détracteurs l'accusant d'utiliser les poursuites judiciaires pour écarter ses adversaires politiques.³ Malgré le déroulement pacifique des élections législatives de janvier 2023, celles-ci n'ont offert qu'un espoir temporaire de stabilité, l'insécurité s'étant intensifiée le long des frontières du Bénin avec le Burkina Faso et le Niger.^{4 5} De plus, une tentative de coup d'État a eu lieu en décembre 2025, lorsqu'un groupe de soldats béninois a brièvement pris le contrôle de la télévision d'État et tenté de renverser le président Patrice Talon. Ils ont été rapidement vaincus par les forces loyalistes, soutenues par le Nigeria et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).⁶

Depuis 2020, le cadre juridique et institutionnel de prévention et de lutte contre la corruption a subi des changements importants à la suite de l'abrogation de la loi anticorruption de 2011 et de la dissolution de l'Autorité nationale anticorruption (ANLC), des évolutions qui ont considérablement affaibli le cadre national de gouvernance de la lutte contre la corruption. L'ANLC a été remplacée par la Haute Commission pour la

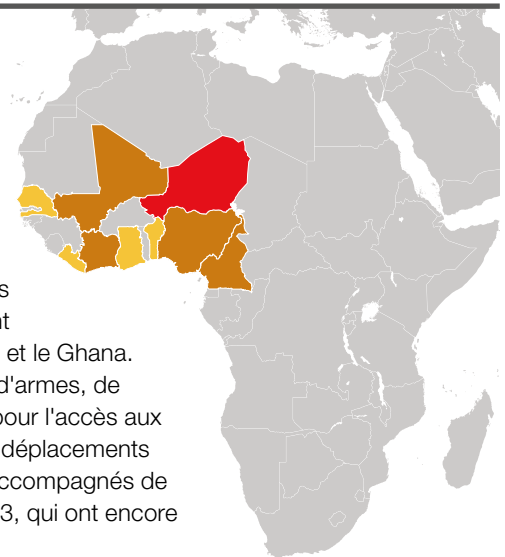
prévention de la corruption (HCPC), qui ne bénéficie pas de garanties juridiques complètes assurant son indépendance institutionnelle.⁷

L'indice d'intégrité gouvernementale de la défense (GDI) 2025 montre des signes encourageants dans la gouvernance de la défense au Bénin, notamment en matière de contrôle financier interne et indépendant, de garanties empêchant les entreprises commerciales militaires et de formation à l'intégrité au sein des forces armées. Cependant, d'importantes faiblesses persistent, car les dépenses et les achats dans le domaine de la défense restent opaques, l'accès à l'information est souvent restreint et la gestion du personnel manque de transparence, avec une protection insuffisante des lanceurs d'alerte et des nominations discrétionnaires. Les risques de corruption opérationnelle restent également élevés, car la corruption n'est pas intégrée dans la doctrine ou la planification malgré les efforts de surveillance préalables au déploiement.

Membre du Open Budget Partnership	Oui
Convention des Nations unies contre la corruption	Ratifiée en 2004
Traité sur le commerce des armes	Ratifié en 2016

AFRIQUE DE L'OUEST

La situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest s'est nettement détériorée au cours de la dernière décennie, sous l'effet de l'expansion des insurrections djihadistes, de l'instabilité politique et de la criminalité transnationale organisée. Des groupes armés tels que Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM) et Islamic State Sahel Province (ISSP) ont généré une violence sans précédent, le Sahel représentant désormais près de la moitié des décès liés au terrorisme dans le monde. Ces groupes extrémistes violents se sont étendus vers le sud, exerçant une pression croissante sur les États côtiers, notamment le Togo, la Côte d'Ivoire et le Ghana. L'insécurité est encore aggravée par la piraterie dans le golfe de Guinée, le trafic d'armes, de drogues et de ressources naturelles, ainsi que par la concurrence liée au climat pour l'accès aux ressources. L'effet cumulatif de ces facteurs a aggravé la crise humanitaire et les déplacements massifs de population dans toute la région. Ces problèmes de sécurité se sont accompagnés de coups d'État militaires au Bénin, au Burkina Faso et en Guinée entre 2020 et 2023, qui ont encore affaibli le contrôle civil et la surveillance démocratique.



La faiblesse de la gouvernance du secteur de la défense a considérablement compromis la capacité des États à répondre efficacement à ces menaces. Les institutions de défense en Afrique de l'Ouest restent caractérisées par une transparence limitée, une faible responsabilisation et un exceptionnalisme bien ancré en matière de défense. Le contrôle parlementaire est limité par la domination de l'exécutif et des capacités techniques restreintes, ce qui réduit le contrôle civil sur la politique de défense, les budgets et les achats. La transparence budgétaire limitée a affaibli la responsabilité et alimenté la méfiance du public. Parallèlement, des systèmes d'approvisionnement non transparents et discrétionnaires ont accru les risques de corruption, faussé le développement des capacités et détourné des ressources des besoins opérationnels. Si la plupart des États de la sous-région ont ratifié la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC), sa mise en œuvre inégale a sans doute continué d'exposer les secteurs de la défense à la corruption (risques), compromettant l'efficacité et la durabilité des mesures de sécurité.



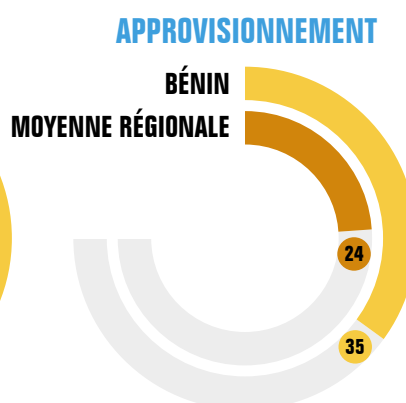
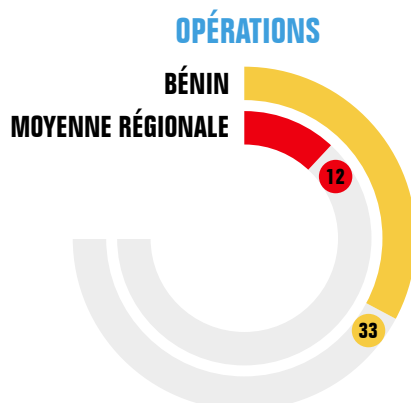
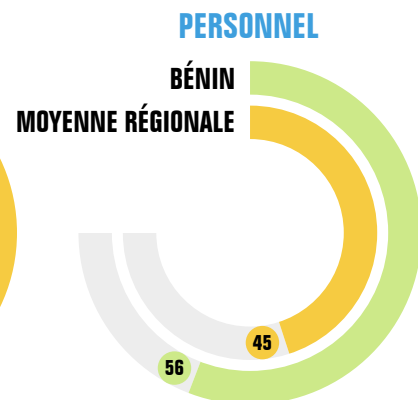
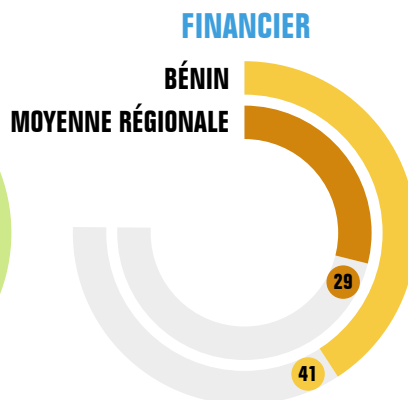
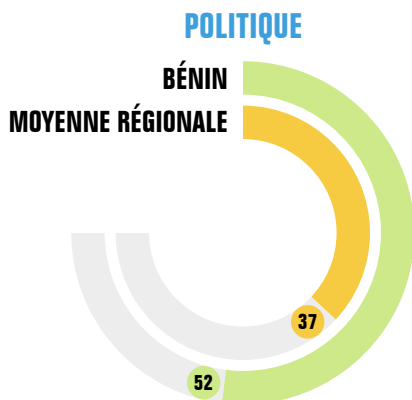
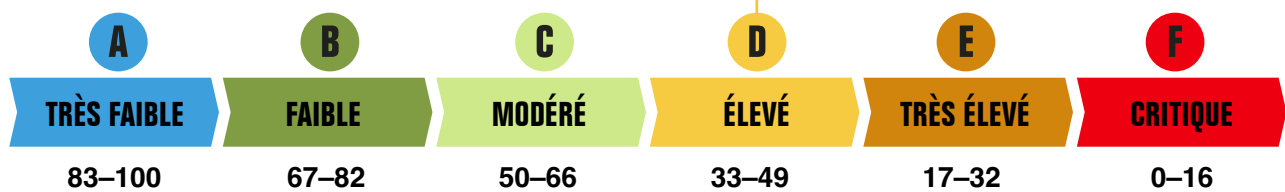
COMPARAISON DES RISQUES

L'indice d'intégrité gouvernementale de la défense (GDI) évalue cinq domaines de risque clés : politique, financier, personnel, opérationnel et approvisionnement. Cette section compare les performances du Bénin dans chaque domaine avec la moyenne régionale (Afrique subsaharienne).

**RISQUE
ÉLEVÉ**

D

44





CONTRÔLE PARLEMENTAIRE

Contrôle législatif du budget (Open Budget Survey, 2023)	67/100
Dépenses militaires en pourcentage des dépenses publiques (SIPRI, 2024)	3.80%
Membres du comité ayant une expertise en matière de défense (%)	Information pas accessible au public
Nombre de réunions par an	Information pas accessible au public
Dernière révision de la politique/ stratégie de défense	Information pas accessible au public

Lors des élections législatives de janvier 2026, les partis alignés sur la présidence de Patrice Talon ont remporté les 109 sièges à l'Assemblée nationale, consolidant ainsi l'influence de l'exécutif sur le législatif avant l'élection présidentielle d'avril.⁸ Le pays fonctionne selon un système présidentiel, qui confère au président un contrôle important sur l'élaboration des politiques, en particulier en matière de défense, ce qui limite le contrôle parlementaire. Bien que le Parlement et sa commission de défense disposent de pouvoirs formels, ceux-ci ne sont pas pleinement exercés dans la pratique.^{9 10 11} Les débats parlementaires sur la politique de défense sont pratiquement inexistantes et les membres de la commission ne disposent généralement pas de l'expertise sectorielle nécessaire. Il n'y a aucune preuve d'une supervision parlementaire à court ou à long terme du secteur de la défense. Si le travail du Parlement est influencé par la domination présidentielle, il reste largement indépendant de l'armée.¹² Au Bénin, les risques de corruption politique sont modérés. Le pays affiche une bonne conformité aux instruments internationaux et procède à une évaluation complète et régulière des risques de corruption au niveau du ministère de la Défense, mais le contrôle parlementaire du secteur n'est pas pleinement efficace.

Malgré ces faiblesses, certaines mesures de transparence existent au sein du secteur de la défense béninois. Le contrôle des dépenses est exercé par des organes internes tels que le Comité Ministériel d'Audit Interne et l'Inspection Générale, ainsi que par des autorités indépendantes, notamment la Cour des Comptes.^{13 14} Les rapports produits par ces institutions sont rarement accessibles au public ou communiqués de manière proactive au Parlement, mais les rapports d'audit interne peuvent être intégrés dans les rapports soumis par les Ministères ou de la Cour des comptes au Parlement. Les commissions parlementaires peuvent également demander des informations supplémentaires.^{15 16}

TRANSPARENCE FINANCIÈRE

Taux de réponse aux demandes d'accès à l'information liées à la défense	1) % ayant obtenu un accès complet ou partiel : Information pas accessible au public
	2) Nombre de demandes en attente : Information pas accessible au public
Plaintes liées à la défense adressées au ombudsman/ commissaire #	Information pas accessible au public
Le commissaire a-t-il autorité sur le ministère de la Défense ?	Information pas accessible au public
Rapports d'audit sur la défense (2020-2025) #	Aucun
Indice de transparence budgétaire (IBP, 2023)	79/100
Classement mondial de la liberté de la presse (RSF, 2025)	92e sur 180.

Les risques financiers dans ce secteur restent élevés. La transparence des dépenses de défense est limitée malgré des augmentations budgétaires constantes au cours des cinq dernières années, pour atteindre 154,1 millions de dollars en 2024.¹⁷ Le Bénin publie son budget de défense, qui fournit des informations complètes sur certaines dépenses fonctionnelles, mais omet les détails sur l'acquisition et l'entretien des équipements militaires.¹⁸ De plus, aucune donnée n'est publiée sur les dépenses réelles de défense ou les sources de revenus non centrales du gouvernement.¹⁹

La transparence est encore limitée par l'accès restreint aux mécanismes d'information. Bien que le Code de 2015 accorde aux citoyens le droit d'accéder aux informations publiques,²⁰ les demandes adressées aux institutions de défense sont souvent rejetées. Les informations sont souvent classées comme secret de défense ou retenues pour des raisons administratives.²¹

Néanmoins, aucune preuve de dépenses hors budget n'a été signalée, et le Bénin a mis en place des mesures de protection solides pour empêcher les institutions de défense ou le personnel militaire de s'impliquer dans des activités commerciales.^{22 23} Il n'existe aucune entreprise connue appartenant à l'armée, ce qui indique que des progrès ont été réalisés dans la prévention des conflits d'intérêts et des détournements financiers au sein de l'establishment de la défense.



CADRE ÉTHIQUE DU PERSONNEL

Législation sur la dénonciation	Aucune
Nombre de cas de dénonciation dans le secteur de la défense	Aucun
Nombre de violations du code de conduite	Militaire : Information pas accessible au public. Civil : Information pas accessible au public
Système de divulgation financière	# Soumis : Aucun. Nombre d'infractions : aucune.

Le Bénin dispose de politiques et d'un système de paiement anti-corruption complets et efficaces, mais des faiblesses structurelles continuent de nuire à l'intégrité de la gouvernance du personnel, ce qui entraîne des risques de corruption modérés dans le secteur de la défense.

Les effectifs militaires et civil ne sont pas officiellement publiés, ce qui limite la responsabilité. Le ministère de la Défense encourage les lanceurs d'alerte, mais la confiance du personnel reste faible en raison de l'insuffisance des mécanismes de protection. En effet, l'abrogation en 2020 de la loi anticorruption de 2011 a effectivement démantelé les garanties officielles accordées aux lanceurs d'alerte.^{24 25}

Les procédures de recrutement et de promotion du personnel militaire sont officiellement établies, mais elles ne sont pas mises en œuvre, le président ayant toute latitude pour nommer les hauts responsables.^{26 27} Les forces armées béninoises opèrent actuellement sans code de conduite pour le personnel militaire. Toutefois, un code d'éthique et de valeurs s'applique au personnel civil et couvre des questions telles que les conflits d'intérêts et la corruption.²⁸ Les violations commises par le personnel civil seraient sanctionnées par des mesures disciplinaires.²⁹ Le Comité ministériel de gestion des risques dispense au personnel militaire une formation à la lutte contre la corruption et à l'intégrité, axées sur les valeurs organisationnelles, les normes professionnelles, l'identification des risques et le signalement des cas de corruption.³⁰

OPÉRATIONS

Effectif total des forces armées (Banque mondiale, 2020)	12,000
Effectifs déployés en opération #	27 (au 31 mai 2025)

En 2022, le Bénin a déployé près de 3 000 soldats pour renforcer la sécurité dans la région nord, tandis que 27 soldats servent actuellement dans des missions des Nations unies en mai 2025.³¹ Les risques de corruption dans les opérations militaires restent élevés, ce qui représente le domaine le plus vulnérable dans l'évaluation du GDI 2025. La corruption n'est pas reconnue comme une préoccupation stratégique dans la doctrine militaire et est absente des processus de planification opérationnelle.

Malgré cette lacune, le personnel militaire reçoit une formation préalable au déploiement sur la prévention de la corruption, et des officiers de police militaire sont déployés dans toutes les missions pour surveiller et signaler les risques de corruption.³² Leurs rapports ne sont toutefois pas accessibles au public et sont transmis uniquement au Comité ministériel de gestion des risques, ainsi qu'aux autorités administratives et judiciaires chargées d'appliquer les sanctions en cas de faute professionnelle.³³



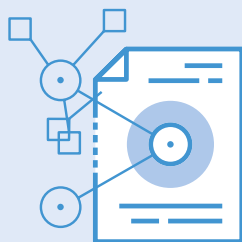
ACHATS DE DÉFENSE

Dépenses militaires (en millions de dollars américains) (SIPRI, 2024)	\$154.1
Concurrence ouverte dans les marchés publics de défense (%)	Information pas accessible au public
Principales exportations de défense – vers (SIPRI, 2020-2024)	N/A
Principales importations de défense – provenant de (SIPRI, 2020-2024)	Jordanie (41 %) ; France (17 %) ; Afrique du Sud (17 %) ; Chine (16 %) ; Espagne (3,4 %)

Le budget de la défense du Bénin reste modeste par rapport à celui de ses voisins d'Afrique de l'Ouest. Le pays ne dispose d'aucune revue stratégique de défense ni d'aucun livre blanc pour orienter l'évaluation des besoins en matière de capacités ou la planification des acquisitions à long terme. Les dépenses du ministère de la Défense sont incluses dans le budget national, sur la base des besoins opérationnels identifiés, mais aucune information publique n'est fournie sur les acquisitions d'équipements militaires, qui sont classées secrètes.³⁴

Les marchés publics dans le domaine de la défense et de la sécurité ne relèvent pas du champ d'application de la loi de 2020 sur les marchés publics, qui établit des

commissions spéciales chargées de gérer les contrats dans ce domaine.³⁵ Ces commissions supervisent l'attribution des contrats et contrôlent leur mise en œuvre, mais leurs procédures manquent de transparence. Le contrôle externe des marchés publics dans le domaine de la défense est théoriquement assuré par la Direction nationale de contrôle des marchés publics, mais les informations disponibles sur ses activités. Le Parlement n'exerce aucun contrôle sur les décisions en matière d'achats dans le domaine de la défense.³⁶ Le Bénin entretient une coopération militaire étroite avec la France, notamment dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et d'initiatives plus larges visant à renforcer les capacités opérationnelles des forces armées béninoises.³⁷



La collecte des données pour le GDI pour le **Bénin** a été effectuée de mai 2024 à août 2025.



BENIN TABLEAU DES SCORES GDI 2025

	Grade	Score
RISQUE POLITIQUE	C	52
Q1 Contrôle législatif	C	58
Q2 Comité de défense	E	21
Q3 Débat sur la politique de défense	F	0
Q4 Engagement des OSC	D	42
Q5 Conventions : UNCAC / OCDE	B	75
Q6 Débat public	C	50
Q7 Politique anticorruption	E	25
Q8 Unités chargées de la conformité et de l'éthique	A	92
Q9 Confiance du public dans les institutions	NS	
Q10 Évaluations des risques	A	92
Q11 Planification des acquisitions	D	42
Q12 Transparence et détail du budget	A	88
Q13 Examen minutieux du budget	F	0
Q14 Disponibilité des informations budgétaires	B	75
Q15 Recettes de la défense	F	0
Q16 Audit interne	B	75
Q17 Audit externe	B	69
Q18 Ressources naturelles	A	100
Q19 Liens avec le crime organisé	A	100
Q20 Lutte contre le crime organisé	A	92
Q21 Contrôle des services de renseignement	F	0
Q22 Recrutement des services de renseignement	F	0
Q23 Contrôles à l'exportation (ATT)	A	100
Q76 Lobbying	F	0

RISQUE FINANCIER	D	41
Q24 Contrôles relatifs à la cession d'actifs	F	0
Q25 Examen minutieux de la cession d'actifs	F	0
Q26 Dépenses secrètes	F	0
Q27 Accès législatif à l'information	E	25
Q28 Audit des programmes secrets	F	0
Q29 Dépenses hors budget	A	100
Q30 Accès à l'information	C	50
Q31 Propriétaire bénéficiaire	A	100
Q32 Examen des entreprises détenues par des militaires	A	100
Q33 Entreprises privées non autorisées	B	75
Q77 Dépenses de défense	F	6

RISQUE LIÉ AU PERSONNEL	C	56
Q34 Engagement public en matière d'intégrité	C	58
Q35 Mesures disciplinaires à l'encontre du personnel	A	100
Q36 Lanceurs d'alerte	D	42
Q37 Postes à haut risque	D	33
Q38 Effectifs	C	50
Q39 Taux de rémunération et indemnités	F	13
Q40 Système de paiement	B	75
Q41 Impartialité des nominations	E	17
Q42 Impartialité des promotions	B	69
Q43 Pots-de-vin pour éviter la conscription	NA	
Q44 Corruption pour obtenir des affectations préférentielles	A	100
Q45 Chaînes hiérarchiques et paiement	A	100
Q46 Code de conduite militaire	F	0
Q47 Code de conduite civil	A	94
Q48 Formation à la lutte contre la corruption	B	75
Q49 Poursuites pour corruption	C	50
Q50 Paiements de facilitation	E	25

**SCORE
GLOBAL
DU PAYS**

RISQUE ÉLEVÉ

D

44

NIVEAU DE RISQUE

A	83–100	RISQUE TRÈS FAIBLE
B	67–82	RISQUE FAIBLE
C	50–66	RISQUE MODÉRÉ
D	33–49	RISQUE ÉLEVÉ
E	17–32	RISQUE TRÈS ÉLEVÉ
F	0–16	RISQUE CRITIQUE

	Grade	Score
RISQUE OPÉRATIONNEL	D	33
Q51 Doctrine militaire	F	0
Q52 Formation opérationnelle	B	75
Q53 Planification prévisionnelle	F	0
Q54 Surveillance de la corruption dans les opérations	D	42
Q55 Contrôles dans le cadre des contrats	C	50
Q56 Entrepreneurs militaires privés	NS	

RISQUE LIÉ AUX MARCHÉS PUBLICS	D	35
Q57 Législation en matière d'approvisionnement	C	63
Q58 Cycle des marchés publics	B	67
Q59 Mécanismes de contrôle des achats	B	67
Q60 Publication des achats potentiels	F	13
Q61 Publication des achats réels	F	0
Q62 Normes de conformité commerciale	B	75
Q63 Exigences en matière d'approvisionnement	D	33
Q64 Concurrence dans les marchés publics	F	0
Q65 Contrôles du comité d'appel d'offres	C	50
Q66 Contrôles anti-collusion	C	56
Q67 Attribution du contrat / Livraison	B	81
Q68 Mécanismes de plainte	A	88
Q69 Sanctions à l'encontre des fournisseurs	NEI	
Q70 Contrats de compensation	F	0
Q71 Suivi des contrats de compensation	F	0
Q72 Concurrence en matière de compensation	F	0
Q73 Agents et intermédiaires	F	0
Q74 Packages de financement	F	0
Q75 Pression politique dans les acquisitions	NS	

CLÉ

NEI	Informations insuffisantes pour évaluer l'indicateur
NS	L'indicateur n'est noté pour aucun pays
NA	Non Applicable

NOTES DE FIN

- 1 BTI, « Rapport national BTI 2024 sur le Bénin », 2024
- 2 Freedom House, « Liberté dans le monde 2024 : rapport sur le Bénin », 2024.
- 3 Al Jazeera, « Un manifestant tué au Bénin quelques jours avant les élections : responsable de la santé », 8 avril 2021.
- 4 ISS Africa, « Les pays d'Afrique de l'Ouest peuvent-ils s'unir pour mettre fin à la propagation du terrorisme ? », 31 mars 2025.
- 5 Freedom House, « Liberté dans le monde 2024 : rapport sur le Bénin ».
- 6 BBC, « Un coup d'État trop ambitieux : pourquoi les soldats rebelles du Bénin ont échoué là où d'autres dans la région ont réussi », 9 décembre 2025.
- 7 FMI, « Diagnostic de la gouvernance au Bénin », février 2023.
- 8 Al-Jazeera, « L'opposition béninoise perd tous ses sièges au Parlement, selon les résultats provisoires », 18 janvier 2026.
- 9 République du Bénin, « Constitution de la République du Bénin, 10 décembre 1990, telle que modifiée par la loi n° 2019-40 du 7 novembre 2019 ».
- 10 République du Bénin, « Règlement intérieur de l'Assemblée nationale », 14 juillet 2020.
- 11 République du Bénin, « Loi n° 2025-20 du 17 décembre 2025 modifiant et complétant la loi n° 90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin, telle que révisée par la loi n° 2019-40 du 7 novembre 2019 ».
- 12 Entretien avec un journaliste de TV Hémicycle, Cotonou, 27 mai 2024, Government Defence Integrity Index.
- 13 Entretien avec un auditeur du ministère de la Défense, 24 juin 2024, Government Defence Integrity Index.
- 14 République du Bénin, « Loi n° 2022-05 du 27 juin portant loi organique sur la Cour des comptes ».
- 15 Entretien avec un auditeur du ministère des Finances, 24 juin 2024, Government Defence Integrity Index.
- 16 Entretien avec un auditeur du ministère de la Défense, 24 juin 2024, Government Defence Integrity Index.
- 17 SIPRI, « Base de données sur les dépenses militaires », Bénin.
- 18 Ministère des Finances, « Présentation des dépenses du ministère de la Défense pour 2025 », Décembre 2024.
- 19 Ministère des Finances et de l'Économie, « Rapport sur l'exécution du budget au 30 septembre 2024 ».
- 20 République du Bénin, « Loi n° 2015-07 du 20 mars 2015 portant Code de l'information et de la communication ».
- 21 Entretien avec un militant d'une organisation de la société civile ayant demandé des documents publics à l'administration, 1er septembre 2024, Government Defence Integrity Index.
- 22 République du Bénin, « Loi n° 2020-19 du 3 juillet 2020 relative au statut particulier du personnel des forces armées béninoises ».
- 23 Entretien avec un colonel de l'état-major général de l'armée, Cotonou, 17 juin 2024, Government Defence Integrity Index.
- 24 République du Bénin, « Loi n° 2011-20 relative à la lutte contre la corruption ».
- 25 République du Bénin, « Loi n° 2020-23 du 29 septembre 2020 ».
- 26 République du Bénin, « Loi n° 2020-19 du 3 juillet 2020 relative au statut particulier du personnel des forces armées béninoises ».
- 27 Entretien avec un colonel de l'état-major général de l'armée, Cotonou, 17 juin 2024, Government Defence Integrity Index.
- 28 République du Bénin, « Décret n° 2022-388 du 13 juillet 2022 portant approbation du Code de déontologie et de valeurs de la fonction publique ».
- 29 Entretiens avec des fonctionnaires civils, Cotonou, 20 novembre 2024 Government Defence Integrity Index.
- 30 Entretien avec un colonel de l'état-major général de l'armée, 17 juin 2024, Government Defence Integrity Index.
- 31 BBC, « L'armée béninoise subit un « coup dur » lors d'une attaque à la frontière », 10 janvier 2025.
- 32 Entretien avec un contrôleur général de police à la retraite, 24 juin 2024, Government Defence Integrity Index.
- 33 Entretien avec un colonel de l'état-major général de l'armée, 17 juin 2024, Government Defence Integrity Index.
- 34 Entretien avec un colonel de l'état-major général de l'armée, 17 juin 2024, Government Defence Integrity Index.
- 35 République du Bénin, loi n° 2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics.
- 36 Entretiens avec le personnel responsable des marchés publics, 15 septembre 2024, Government Defence Integrity Index.
- 37 L'Opinion, « La France prête à livrer des drones au Bénin pour aider le pays face aux groupes armés », 28 juillet 2022.



ti-defence.org/gdi
GDI@transparency.org

Transparency International UK Numéro d'enregistrement de l'organisme caritatif : 1112842
Numéro d'enregistrement de la société : 2903386

Transparency International Defence and Security (TI-DS) est une initiative mondiale de Transparency International sous forme de réseau thématique. Il s'agit d'une entité indépendante qui ne représente aucune section nationale de TI. TI-DS est seul responsable de l'édition 2025 de l'indice d'intégrité de la défense gouvernementale (GDI) et de tous les produits associés, y compris les fiches pays du GDI.

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier le ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas pour son généreux soutien financier à la production de l'indice d'intégrité de la défense gouvernementale. Nous remercions également les nombreux évaluateurs nationaux et pairs qui ont contribué à fournir les données sous-jacentes à cet indice.

Editeur de la série : Michael Ofori-Mensah, *Responsable de la recherche*

Auteur : Léa Clamadieu, *Chargée de recherche*

Chef de projet : Patrick Kwasi Brobbey, *Directeur de recherche*

Design : Colin Foo



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands